

## **GE\_GERICHTE ACJC/64/2026 vom 8. Mai 2023**

GE Cour de justice, 2023-05-08, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_64\\_2026](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_64_2026)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/64/2026 du 8 mai 2023

IT: GE\_GERICHTE ACJC/64/2026 del 8 maggio 2023

### **Volltext**

Communiqué le dispositif du présent arrêt aux parties par plis recommandés, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier le 15 janvier 2026.

République et canton de Genève POUVOIR JUDICIAIRE Cour de justice civile Chambre civile

Recourante : Intimée : A\_\_\_\_\_ SA \_\_\_\_\_

FONDATION INSTITUTION SUPPLEMENTIVE LPP - Prévoyance LPP Boulevard de Grancy 39 1006 Lausanne

C/23986/2025 ACJC/64/2026 DU MERCREDI 14 JANVIER 2026 Vu le jugement JTPI/255/2026 du 5 janvier 2026 prononçant la faillite de A\_\_\_\_\_ SA; Vu le recours contre ledit jugement formé le 14 janvier 2026 par A\_\_\_\_\_ SA, dans le délai et la forme prescrits par l'art. 321 al. 1 et 2 CPC; Vu le paiement de la dette, intérêts et frais compris; Attendu qu'un avertissement a déjà été donné à A\_\_\_\_\_ SA par arrêt du 8 mai 2023 (ACJC/593/2023) communiqué pour notification le 9 mai 2023, soit antérieurement au prononcé du jugement dont est recours; Attendu que l'attention de la partie recourante est encore une fois expressément attirée sur le fait qu'une nouvelle faillite la concernant, qui serait prononcée postérieurement à la réception du présent arrêt, ne sera plus rétractée, sauf si elle prouve sa solvabilité par pièces, jointes au recours; Vu en droit les articles 174 LP, 309 let. b ch. 7 et 319 ss CPC. PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : Annule le chiffre 1 du dispositif du jugement de faillite N° JTPI/255/2026 rendu par le Tribunal de première instance le 5 janvier 2026 dans la cause C/23986/2025-19 SFC (poursuite N° 1\_\_\_\_\_). Confirme le jugement pour le surplus. Condamne la partie recourante aux frais du recours, taxés à 220 fr., et dit qu'ils sont compensés par l'avance de frais de même montant fournie par elle, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Siégeant : Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Madame Sylvie DROIN, Madame Nathalie RAPP, juges; Madame Laura SESSA, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.